

11 mai 2017

La balance des paiements et la position extérieure de la France en 2016

La Banque de France publie ce jour les résultats annuels de la balance des paiements et de la position extérieure de la France.

La balance des paiements décrit les échanges économiques entre la France et les autres pays. Elle fournit une grille de lecture de référence sur la situation économique de notre pays dans une économie mondialisée. Elle apporte un éclairage sur la compétitivité et les modalités d'insertion de la France dans l'économie mondiale.

En 2016, le **solde des transactions courantes** est une nouvelle fois déficitaire. Il atteint – 19 milliards d'euros, soit – 0,9% du PIB, en nette dégradation par rapport à 2015 (– 9,6 milliards) en dépit d'une réduction de la facture énergétique d'environ 8 milliards.

Le **déficit des biens et services** passe de -16,1 milliards (2015) à -26,8 milliards.

- Les échanges de biens hors énergie se dégradent de 10 milliards, notamment en raison de pertes de part de marché de l'appareil exportateur français vis-à-vis de nos principaux partenaires.
- L'excédent traditionnel des services a disparu, du fait de l'érosion de l'excédent des voyages et de la dégradation du solde des services aux entreprises.
- La remontée des prix de l'énergie amorce un creusement du déficit des biens en fin de période.

L'excédent des revenus s'établit à 7,8 milliards, après 6,5 milliards en 2015, signe de la poursuite de l'internationalisation des entreprises mais aussi de l'importance des revenus des résidents français travaillant à l'étranger.

En raison de l'accumulation des déficits des transactions courantes, la **position extérieure de la France**, qui représente le patrimoine financier net de la Nation vis-à-vis de l'étranger, est débitrice à hauteur de 351 milliards d'euros, soit – 15,8 % du PIB.

Le solde des transactions courantes est davantage déficitaire en 2016 malgré la baisse du prix de l'énergie importée

T0-1

Principaux soldes des transactions courantes

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Transactions courantes	-9,6	-19,0
(en % du PIB)	-0,4%	-0,9%
Biens (a)	-25,0	-26,8
biens hors énergie	12,8	3,1
énergie	-37,8	-29,9
Services	8,9	0,0
Voyages	5,0	1,8
Autres services	3,9	-1,8
Revenus (b)	6,5	7,8

a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales édictées par le FMI

b) Ce poste comprend les revenus primaires et secondaires. Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires retracent les contributions budgétaires aux institutions européennes et multilatérales mais les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires. .

Source : Banque de France

Le déficit des transactions courantes se creuse

Le **solde des transactions courantes** est en déficit de 19 milliards d'euros en 2016. Rapporté au PIB, le déficit des transactions courantes s'éloigne de l'équilibre : de -0,4% en 2015, il atteint -0,9% en 2016. Cette dégradation est attribuable aux échanges de biens hors énergie et aux services (- 18,6 milliards au total par rapport à 2015). Elle a été atténuée par la poursuite de l'allègement de la facture énergétique et la progression de l'excédent des revenus (+ 1,3 milliard, à 7,8 milliards).

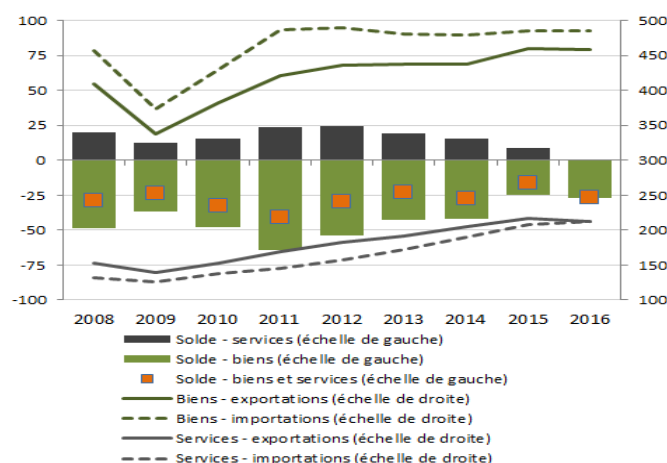
Accentuation du déficit des biens et services

Le solde des biens reste déficitaire de 26,8 milliards d'euros en 2016 (25 milliards d'euros en 2015), ce qui marque un arrêt de la tendance au redressement observée depuis 2011. Le solde des services présente une baisse significative entre 2015 (+ 8,9 milliards d'euros) et 2016 (solde nul). La baisse graduelle de l'excédent des services depuis 2012 représente une réduction de 25 milliards d'euros en cinq ans de l'excédent des services.

G0-1

Exportations et importations de biens et services

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Les échanges de marchandises FAB/FAB¹ se soldent par un déficit de 47,9 milliards en 2016, en dégradation de 2,8 milliards par rapport à 2015 ; la facture énergétique, qui est

estimée à 29,9 milliards d'euros (FAB-FAB), s'améliore de 7,9 milliards. Le solde positif des opérations de négoce international se maintient en 2016 (22,2 milliards, après 22,8 milliards en 2015).

¹ Franco à bord, c'est-à-dire à leur valeur au passage de la frontière, hors coût des assurances et du fret.

T0-2 Echanges de marchandises par type de produits (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau T0-3)
(en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en %)	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en %)	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en milliards d'euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	453,0	-0,6	500,9	0,1	-47,9	-2,8
Échanges de marchandises CAF-FAB ^{a)}	443,2	-0,7	508,9	-0,2	-65,7	-2,4
dont : Secteurs agricole et agroalimentaire	58,7	-2,3	52,8	3,6	5,9	-3,2
Produits énergétiques	14,1	-18,9	45,6	-20,3	-31,5	8,3
Équipements mécaniques, électriques et informatiques	85,1	-0,7	109,7	1,4	-24,6	-2,1
Matériels de transports	106,4	2,9	97,2	10	9,3	-5,8
Autres produits industriels	175,1	-0,8	200,3	-0,6	-25,2	-0,2

(a) Hors matériel militaire.

Les données détaillées sur les échanges de marchandises sont publiées CAF-FAB, c'est-à-dire que les importations incluent le coût des assurances et du fret (CAF), tandis que les exportations sont mesurées à leur valeur au passage de la frontière (FAB, pour « franco à bord »).

Note : en raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Sources : Douanes, Banque de France

T0-3 Exportations et importations de biens et services

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Biens		
Exportations	460,5	458,4
Croissance en %	5,3	-0,5
Importations	485,5	485,2
Croissance en %	1,3	0,0
Services		
Exportations	216,4	212,8
Croissance en %	5,2	-1,7
Importations	207,5	212,8
Croissance en %	9,0	2,6

Source : Banque de France.

La dégradation des échanges de biens hors énergie résulte d'une légère baisse des exportations, tandis que les importations hors énergie ont progressé de plus de 2%, à environ 440 milliards d'euros en 2016.

Les exportations de biens sont en très légère baisse (-0,5%) entre 2015 et 2016, après avoir nettement progressé (+5,3%) entre 2014 et 2015.

Plusieurs explications, d'ordres structurel et conjoncturel, se combinent.

En premier lieu, l'offre de l'appareil exportateur français ne s'est pas, dans l'ensemble et malgré de belles réussites, suffisamment adaptée à la croissance de la demande mondiale (+2,1% en 2016), et des pertes de part de marché ont été enregistrées – en particulier vis-à-vis de nos principaux partenaires européens (voir plus loin, analyse globale des parts de marché biens et services).

L'année 2016 a été en outre marquée par une météorologie défavorable à la production de céréales (baisse de 0,3%), dans un contexte de baisse généralisée des prix. Le rôle des éléments exceptionnels adverses doit être relativisé car dans le même temps, des facturations importantes ont soutenu les recettes d'exportation de certains secteurs (livraison de navires, de grands contrats d'armement par exemple).

Les importations de biens sont quasi inchangées en 2016 (485,2 milliards) par rapport à 2015 (485,5 milliards), mais elles ont dans l'ensemble progressé en volume.

Cela recouvre une baisse en valeur des achats de produits énergétiques, dans le contexte de baisse des prix du pétrole, et dans une moindre mesure des produits métallurgiques et chimiques, et une hausse des importations de la plupart des autres biens : matériels aéronautiques et spatiaux (+10%, soit près de 4 milliards selon les chiffres des Douanes), des biens d'équipements et de consommation.

T0-4 Soldes des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Services	8,9	0,0
Transports	-2,8	-4,4
Voyages	5,0	1,8
Autres services ^{a)}	6,7	2,6

(a) Cf. détail dans le tableau statistique 1.6 " Autres services " consultable sur le site Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

L'excédent traditionnel du solde des services a disparu : ce solde est à l'équilibre en 2016, contre un excédent de 8,9 milliards en 2015. La contraction est particulièrement sensible pour les services de transports, dont le déficit atteint 4,4 milliards en 2016, après -2,8 milliards en 2015. La perte de

part de marché du pavillon français se poursuit depuis 2012, en particulier dans les domaines du transport routier (concurrence des pavillons d'Europe de l'Est) et aérien (développement du « low cost » par des compagnies aériennes sous pavillon étranger). En revanche, les transports spatiaux dégagent un excédent quasi récurrent, égal à 1 milliard d'euros.

Les recettes du poste « voyages », représentatives du tourisme en provenance de l'étranger, se réduisent de 2,0 milliards entre 2015 (40,4 milliards) et 2016 (38,4 milliards) sous l'effet principalement des attentats de Paris (2015) et de Nice (2016). Cela s'ajoute à une amélioration de la compétitivité de l'offre touristique mondiale relativement à celle de la France, en particulier en Espagne et au Portugal. Les dépenses des Français à l'étranger augmentent de 1,2 milliard, passant de 35,4 à 36,6 milliards entre 2015 et 2016. La tendance à la hausse des dépenses en voyages pour motif personnel (+8%) est globalement en ligne avec les tendances observées dans les autres pays.

Au total, le solde des voyages affiche un excédent de 1,8 milliard (5,0 milliards en 2015), un plus bas historique.

D'autres services dégagent des excédents. Les services financiers affichent un solde positif de 4,9 milliards en 2016, en légère progression par rapport à 2015 (4,7 milliards). Les services de fabrication, les services aux administrations publiques et le bâtiment-travaux publics fournissent un excédent cumulé de 2,2 milliards d'euros.

En revanche, les activités de réassurance génèrent un déficit de plus de 1,4 milliard.

Les commissions pour usage de la propriété intellectuelle dégagent un excédent de 2,1 milliards, en nette hausse par rapport à 2015 (0,6 milliard). En revanche, les autres services aux entreprises (ingénierie, conseil, etc) sont devenus

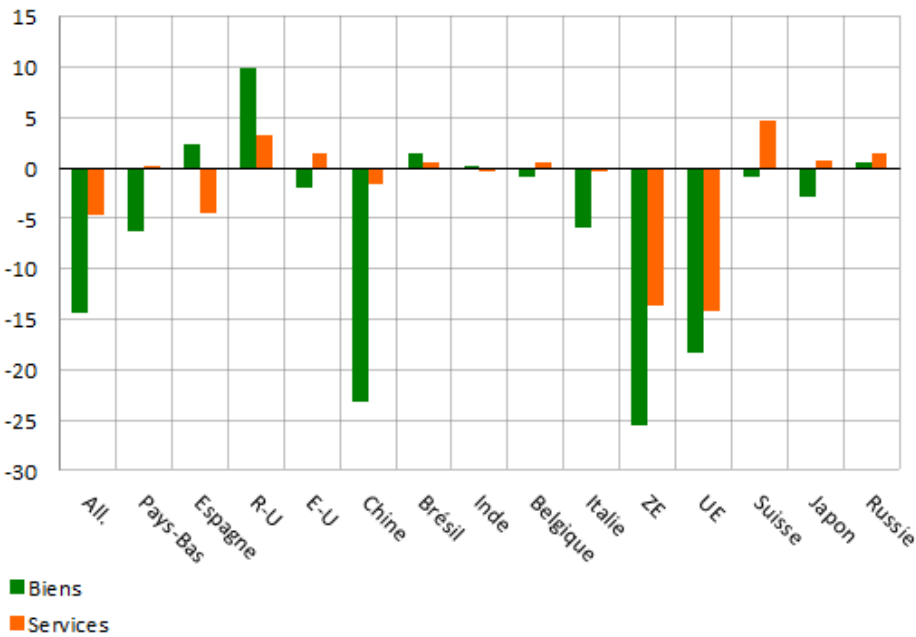
largement déficitaires (-5,2 milliards), pour la première fois depuis 2009 (-4,1 milliards).

T0-5 Ventilation géographique des échanges de biens et services en 2016

	Exportations	Importations
Allemagne	12,7%	15,0%
Belgique	7,0%	6,7%
Pays-Bas	4,3%	5,0%
Italie	6,2%	6,8%
Espagne	6,4%	6,4%
Zone euro	42,7%	46,7%
Royaume-Uni	8,0%	5,8%
Union européenne	56,3%	58,8%
Etats-Unis	8,0%	7,8%
Suisse	4,1%	3,4%
Chine	3,7%	7,1%
Japon	1,3%	1,5%
Brésil	0,9%	0,5%
Russie	1,2%	0,9%
Inde	0,9%	0,9%
Monde	100,0%	100,0%

Sources : Douanes, Banque de France.

G0-2



Sources : Douanes, Banque de France.

Les échanges de biens et services de la France se font principalement avec les autres pays européens, en particulier l'Allemagne. **La part de la zone euro dans les échanges extérieurs de la France est de 44,8%** (moyenne des pourcentages d'imports et d'exports de biens et services dans le total mondial). Le déficit extérieur français provient pour

l'essentiel de ses échanges avec l'Allemagne (déficit bilatéral de 19,1 milliards en 2016, après -18,4 milliards en 2015) et avec la Chine (-24,8 milliards, après -25,8). En revanche, le solde des biens et services de la France vis-à-vis du Royaume-Uni est excédentaire de 13,3 milliards d'euros en 2016 (+15,2 milliards en 2015).

T0-6

Soldes des revenus primaires (en milliards d'euros)

	2015	2016
Rémunération des salariés	19,4	20,1
Revenus d'investissements	21,7	27,8
Revenus d'investissements directs	40,4	42,7
Revenus d'investissements de portefeuille	-18,0	-14,8
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	-1,3	-0,7
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,5
Autres revenus primaires	9,6	4,9
Total	50,8	52,8

Note : en raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

Les revenus des activités à l'étranger des entreprises et des salariés français excèdent 50 milliards

L'excédent des revenus dits primaires (dividendes représentatifs des activités développées à l'étranger par les multinationales françaises, revenus des travailleurs frontaliers, notamment) augmente entre 2015 (50,8 milliards) et 2016 (52,8 milliards).

Les rémunérations des travailleurs frontaliers progressent de 0,7 milliard entre 2015 (19,4 milliards) et 2016 (20,1 milliards).

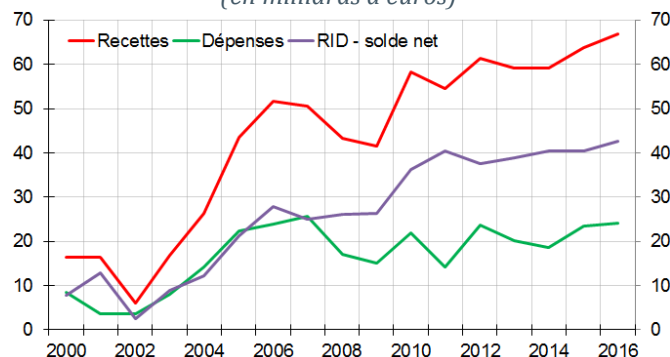
Le solde des revenus d'investissements directs s'établit à 42,7 milliards² en 2016, en hausse de plus de 2 milliards par rapport à l'année précédente. Les dividendes représentent le principal poste avec 42,3 milliards.

Le solde de 42,7 milliards résulte de 24,1 milliards de revenus versés à l'étranger et de 66,8 milliards de revenus perçus de l'étranger. Le rapport est de l'ordre de 1 à 3 alors que les stocks d'investissements s'inscrivent dans un rapport du simple au double ; cela semble indiquer une différence significative, en moyenne, entre le rendement apparent des investissements directs en France et des investissements français à l'étranger.

² Les données 2016 sont en grande partie estimées.

G0-3

Evolution des revenus d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France

En 2016, les pays de la zone euro contribuent pour 41% aux revenus d'investissements directs à l'étranger, les autres pays de l'Union européenne et le reste du monde y contribuant respectivement pour 14% et 45%. La tendance à la hausse de la part de la zone euro, en hausse de plus de 13 points depuis son point bas de 2011, se confirme pour la cinquième année consécutive.

Le solde des revenus d'investissements de portefeuille (-14,8 milliards en 2016) est principalement constitué des intérêts payés aux investisseurs étrangers qui souscrivent la dette publique. L'amélioration du solde entre 2015 et 2016 est imputable à la baisse des taux d'intérêt.

Le solde des revenus des prêts et emprunts courants (« autres investissements »), est proche de l'équilibre. Il s'établit à -0,7 milliard en 2016 (-1,3 milliard en 2015). Les autres revenus primaires, constitués pour l'essentiel des revenus des administrations publiques (subventions européennes et impôts) sont en baisse de près de 5 milliards en 2016 (4,9 milliards) par rapport à 2015 (9,6 milliards), pour partie en raison d'un décalage de versement des subventions agricoles.

Le solde des « revenus secondaires » évolue peu

Le solde des revenus dits secondaires est par nature déficitaire car il représente les versements réguliers représentatifs des engagements de la France auprès des institutions européennes et multilatérales (impôts et cotisations sociales, coopération internationale et transferts courants notamment). Il est quasi inchangé (-44,9 milliards en 2016, après -44,3 milliards). Le secteur des administrations publiques est à l'origine de la plus grande partie du montant (-29,7 milliards d'euros). Après avoir rapidement crû au début des années 2000, les transferts de fonds réalisés par les résidents vers l'extérieur se maintiennent à un niveau proche, mais inférieur à 10 milliards d'euros (9,4 milliards en 2016, après 9,2 milliards en 2015).

Les investissements français à l'étranger sont en hausse

Les flux d'investissements directs français à l'étranger s'établissent à 51,8 milliards en 2016, en augmentation de près de 12 milliards par rapport à 2015 (40,0 milliards). Outre le secteur bancaire, plusieurs groupes ont contribué à cet essor, dont Air Liquide qui a acquis AIRGAS aux Etats-Unis et le groupe de transport maritime CMA-CGM, qui a fusionné avec la compagnie singapourienne Neptune Orient Lines. Les investissements étrangers en France atteignent 25,6 milliards d'euros en 2016. C'est moins qu'en 2015 (42,4 milliards), mais en ligne avec la moyenne des flux observés sur les dix dernières années (environ 23 milliards). En 2016, les opérations les plus importantes en montant ont été notamment le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia et la privatisation des aéroports de la Côte d'Azur.³

La position extérieure de la France reste négative

Compte tenu du déficit des transactions courantes de 19,0 milliards d'euros et des effets de variations dus aux cours de changes, de bourse et des autres ajustements de 12,0 milliards, **la position extérieure nette** de la France, qui représente le patrimoine net de la France vis-à-vis du reste du monde, se dégrade légèrement de -344 milliards en 2015 à -351 milliards en 2016. Cela représente **15,8 % du PIB**, soit un niveau équivalent à ceux atteints en 2014 et 2015, et qui demeure en-deçà du seuil européen égal à -35 % du PIB. La position du portefeuille est en 2016, comme en 2015, la plus débitrice (-35% du PIB), tandis que celle des investissements directs est créditrice de 533 milliards (soit 24% du PIB).

T0-7 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2015 et fin 2016

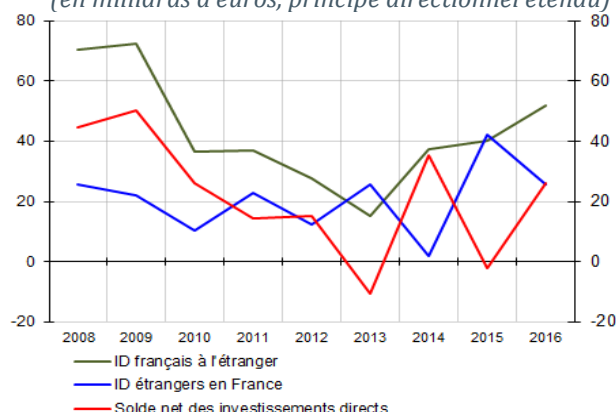
(en milliards d'euros)

	en milliards d'euros	en % du PIB
Position nette fin 2015	-344	-15,8%
Variation imputable aux transactions courantes	-19	-0,9%
Variation de change	15	0,7%
Variation boursière	-8	-0,4%
Autres variations	5	0,2%
Position nette à fin 2016	-351	-15,8%

Source : Banque de France

G0-4 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros, principe directionnel étendu)



Source : Banque de France

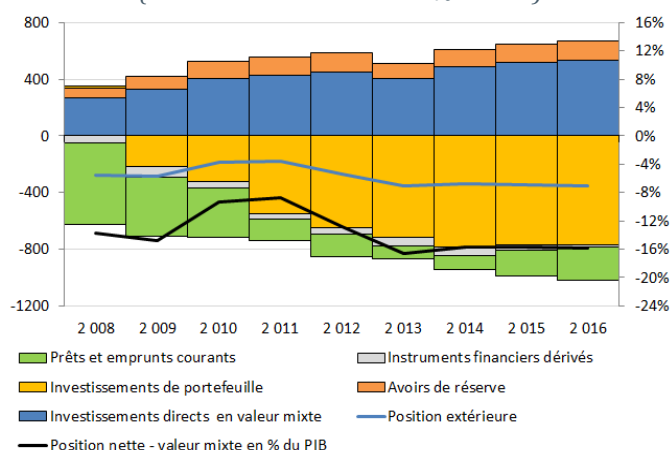
³ En balance des paiements, les investissements directs incluent non seulement les opérations en capital mais également les opérations de prêt, les flux de trésorerie, et le réinvestissement des bénéfices non distribués.

T0-8 Position extérieure de la France en 2015 et 2016 (en milliards d'euros)

	2016
Investissements directs (valeur mixte (a))	533
Français à l'étranger	1195
Étrangers en France	662
Investissements de portefeuille	-772
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2385
Engagements (non résidents sur titres français)	3156
Instruments financiers dérivés	-11
Prêts et emprunts	-240
Avoirs de réserve	139
Position extérieure nette	-351
En % du PIB	-15,8%
Dette extérieure nette	836
En % du PIB	37,6%

(a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.
Source : Banque de France.

G0-5 Position extérieure nette de la France sur longue période (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

Parmi les grands pays de la zone euro, la position extérieure nette de la France à fin 2016 est proche de celle de l'Italie (-15% du PIB) et est nettement inférieure à celle de l'Espagne (-86%). L'Allemagne présente depuis plusieurs années l'un des excédents commerciaux les plus élevés du monde, par accumulation, cela se traduit en 2016 par une position extérieure excédentaire de plus de 50% du PIB.

Les déficits budgétaires continus creusent la position extérieure de la France, un peu moins de 60% de la dette publique française étant détenue par des non-résidents. En revanche, les autres acteurs économiques sont, hormis les banques, prêteurs nets au reste du monde.

T0-9 Position extérieure nette en 2016 par secteur (en milliards d'euros)

Position nette en 2016	-351
Banque de France	130
Administrations publiques	-1 165
Banques	-105
Autres secteurs	790

Source : Banque de France.

La dette extérieure nette (836 milliards, 889 milliards hors avoirs de réserve) mesure pour sa part le financement de l'économie par le reste du monde en instruments de dette, ce qui exclut notamment les instruments financiers dérivés et les actions. La dette extérieure nette représente 38 % du PIB fin 2016. Elle résulte essentiellement du financement par les non-résidents de la plus large partie des déficits publics accumulés.

T0-10 Dette extérieure nette, ventilation par devises hors avoirs de réserve (en milliards d'euros)

	2015	2016
Total	-855	-889
Euro	-575	-579
U.S. dollar	-243	-287
Yen	63	80
Livre sterling	-81	-73
Yuan	-1	-2
Autres monnaies	-19	-28

Source : Banque de France.